

De : Samir Saul <samir.saul@umontreal.ca>

Date : samedi 11 novembre 2023 à 09:21

À : Daniel Jutras <daniel.jutras@umontreal.ca>, Frédéric Bouchard <f.bouchard@umontreal.ca>, Permanence SGPUM <sgpum@sgpum.org>, SGPUM - Permanence <sgpum@umontreal.ca>, "info@scccum.ca" <info@scccum.ca>

Cc : Pierre Bonnechere <pierre.bonnechere@umontreal.ca>

Objet : Événements troublants

Monsieur le recteur, monsieur le doyen, cher/e/s collègues du SGPUM, du SCCCUM, de la FAECUM, du SERUM, du SESUM, du SEUM 1244 et du SEUM 1186,

Nous avons connaissance de deux cas où des éléments externes à la communauté universitaire allèguent de choses dites ou écrites par des chargés de cours pour écrire aux professeurs d'une unité exigeant le renvoi de ces personnes de l'université. Le modus operandi est le même, ce qui laisse penser à une action concertée en vue d'intimider ceux qui ont des positions différentes de celles des accusateurs/plaignants.

Les occurrences pointées ne se sont même pas déroulées à l'UdeM. Notre université est appelée à se transformer en bras répressif pour le compte d'acteurs externes à elle.

Y a-t-il eu infractions aux lois ? Non. De toute façon, il appartient aux autorités judiciaires d'en décider, pas à l'université et pas aux accusateurs/plaignants.

La police de la pensée se profile derrière ces comportements. La menace à la liberté de penser des membres de la communauté universitaire, où qu'ils soient, est explicite. Aujourd'hui un sujet, demain un autre. « Autocensurez-vous partout, sur tout et en tout temps, car des yeux vous lisent, des oreilles vous entendent ou des caméras vous filment, et vous pourriez perdre votre emploi », voilà le message. Hier des professeurs, aujourd'hui des chargés de cours, demain des étudiants, des employés de soutien ou des officiers. Une chappe de plomb tomberait sur l'université. Ce serait son arrêt de mort.

Toutes les composantes de la communauté universitaire doivent faire front contre ce danger.

Nous vous prions ardemment de tenir un langage clair à la communauté et de la rassurer que vous défendrez avec fermeté son droit à la liberté de pensée et d'expression, même quand cela dérange certains intérêts.

Cordialement,

Samir Saul
Pierre Bonnechère
Professeurs titulaires d'histoire

P. S. Envoi ultérieur par courrier interne à la FAECUM, au SERUM, au SESUM, au SEUM 1244 et au SEUM 1186 qui n'ont pas d'adresse courriel.